

Guinée Equatoriale : Une croissance sans développement ?

Kiari Liman Tinguiri¹

La République de Guinée Equatoriale (RGE) a la particularité d'avoir un PIB par habitant très élevé et un indice de développement humain très bas. Malgré une croissance rapide grâce à la production d'hydrocarbures, la pauvreté augmente et les conditions de vie de la majorité de la population, mesurées par les indicateurs classiques (mortalité infantile, espérance de vie...) se dégradent. La RGE est typiquement une « économie d'enclave », la croissance d'un secteur isolé n'ayant aucun effet d'entraînement sur les autres secteurs. Il s'agit d'une croissance sans développement. En l'absence de politiques volontaristes pour corriger ces déséquilibres, la majorité de la population équato-guinéenne ne profite pas des bénéfices engendrés par le secteur pétrolier.

Introduction

La République de Guinée Equatoriale (RGE) apparaît à maints égards comme un cas particulier, voire unique, parmi les pays africains. Son territoire comporte une partie continentale et plusieurs îles, d'où une zone maritime qui chevauche celle de Sao Tomé. Seule ex-colonie espagnole dans la région, la RGE demeure une enclave linguistique hispanophone, en Afrique centrale, même si elle a adopté le français comme seconde langue officielle et a intégré la Zone franc en 1985. Elle reste aussi une exception politique, avec un régime de parti unique et une stabilité politique qui a résisté au discours de la Baule² et aux conférences nationales.

Mais c'est surtout par sa production d'hydrocarbures, pétrole et gaz, qui lui imprime une croissance économique à deux chiffres depuis plus de dix ans, et en a fait le troisième producteur de pétrole en Afrique subsaharienne après le Nigeria et l'Angola, que le pays se singularise aujourd'hui. En raison de cette prospérité macroéconomique, la RGE n'a pas eu recours au FMI ni à la Banque Mondiale depuis plus de dix ans. En conséquence et à l'inverse des autres pays subsahariens, ses choix économiques ont été déterminés et exécutés de

façon souveraine, en dehors de tout « cadrage macroéconomique » inspiré par les institutions de Bretton Woods. Le rôle de la communauté internationale dans les politiques de développement reste de ce fait marginal. La RGE ne connaît ni les passages devant le Club de Paris, ni les grands forums de coordination des aides comme les tables rondes ou les groupes consultatifs. Il n'y a ni processus de PRS (Poverty Reduction Strategy) ni aucune autre forme structurée de dialogue de politique avec les bailleurs de fonds.

L'aide au développement reçue est faible et décroissante, même si elle joue encore paradoxalement un rôle crucial dans certains secteurs sociaux. Dans les classifications internationales, la RGE est à la fois un pays à revenu élevé de part son PIB par tête³ et un Pays Moins Avancé (PMA) en raison de ses indicateurs sociaux. La RGE est décrite souvent comme un cas d'école de la « malédiction des ressources » et quelquefois comme ni plus ni moins qu'un territoire otage d'une kleptocratie tropicale⁴.

C'est sans doute l'une des valeurs ajoutées possibles pour la coopération au développement en

¹ Economiste, actuellement Représentant Résident du PNUD au Guyana, il s'exprime ici à titre personnel et les opinions sont les siennes et non celles du PNUD ou de l'Organisation des Nations Unies. kiari.liman-tinguiri@undp.org

² Discours prononcé par le président français, François Mitterrand, à la conférence des chefs d'état de France et d'Afrique à la Baule le 20 Juin 1990 et considéré comme le signal de la démocratisation en Afrique.

³ L'un des plus élevés du monde selon la CIA (www.cia.gov), ce serait le 4ème au monde après le Luxembourg, les Bermudes et Jersey.

⁴ Richard Behar, journaliste américain qui a visité le pays écrit non sans humour que la RGE « is less a country than a corrupt, extended family business that cooked up its own national anthem ». *China in Africa : Equatorial Guinea : A strongman turn East* ; www.fastcompany.com . May 2008.

Guinée équatoriale que de s'interroger sur les causes et les raisons d'une telle situation et d'initier si possible un dialogue avec les guinéens sur ces questions. Comment expliquer que la croissance économique soit apparemment contreproductive pour le progrès social ? Quelle grille de lecture peut-on utiliser pour comprendre ce qui se joue ici et qui, par certains aspects au moins, est une miniature de ce qui se passe dans d'autres pays africains ? Peut-on se satisfaire d'invoquer la malédiction des ressources, dans un pays où il n'y a ni rébellion armée ni guerre civile et qui connaît une stabilité politique qui confine à l'immobilisme ? Si la plupart des cadres conceptuels utilisés en économie du développement voire en sciences politiques permettent de rendre compte d'un aspect particulier du cas équato-guinéen, aucun ne semble fournir une explication suffisante de la totalité de la situation, ni n'indique des pistes pour en sortir.

La suite de cet article propose une analyse de la réalité équato-guinéenne à la lumière du paradigme du développement humain. En effet les économistes du développement admettent largement, à la suite notamment des travaux d'Armatya Sen, que la liberté est un moteur puissant de développement. Les droits de l'homme, qui instituent le primat de la liberté individuelle, et dont l'universalité est désormais admise par tous, sont à la fois la finalité et l'instrument le plus efficace d'une croissance économique génératrice de développement. Que les sociétés qui ont réalisé et pérennisé le progrès social soient précisément celles qui respectent le plus les libertés individuelles n'est pas seulement un paradigme d'une force éthique inégalée, mais un fait de l'histoire de l'humanité. Ces libertés sont garanties par la démocratie qui donne aux citoyens la possibilité de choisir, par des élections libres, leurs institutions et leurs dirigeants, ce qui implique aussi la possibilité d'en changer. Nous interrogerons donc la situation de la RGE au regard des droits humains, dans leur dimension constitutive et instrumentale, puis de la démocratie comme mécanisme légitime de participation populaire aux affaires publiques, de la réduction de la pauvreté, premier des objectifs du millénaire pour le développement (OMD)⁵, et enfin, de l'efficacité des politiques publiques, comme principal outil de transformation de la croissance économique en développement humain. Il sera peut-être possible alors de comprendre comment une situation si atypique s'est mise en place et surtout pourquoi elle a pu perdurer. Une description rapide du contexte économique et social suffira à

⁵ Huit objectifs globaux de développement ont été adoptés par les états membres de l'ONU lors du sommet du millénaire, le premier visant à diviser par deux, d'ici 2015 le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté.

rappeler les points de repère nécessaires à notre propos.

Le contexte social et économique : une croissance socialement contreproductive

La RGE, qui est l'un des plus petits états du continent, par la superficie de son territoire (28.051 km²) aussi bien que par la taille de sa population, est aussi un de ceux pour lesquels la connaissance des principaux indicateurs de base reste incertaine. La population du pays, par exemple, varie de 500 000 habitants à plus d'un million et demi, soit du simple au triple, selon les sources des estimations⁶. Il s'ensuit une incertitude sur toutes les données démographiques qui servent de référence à la mesure des indicateurs de santé, d'éducation et de bien-être de la population et surtout une difficulté insurmontable de planification des programmes sociaux. Ainsi, pour un taux de prévalence donné du VIH/SIDA, estimé aujourd'hui à 7 %, la quantité d'anti-rétroviraux à prévoir pour mettre sous traitement toutes les personnes infectées varie du simple au triple en fonction du chiffre retenu pour la population.

Si la population est numériquement faible, elle n'est pas pour autant ethniquement homogène. Elle est en effet composée à plus de 85 % de *fang*, groupe ethnique originaire de la partie continentale, et politiquement dominant depuis l'indépendance du pays en 1968, et qui est présente aussi au Gabon et au Cameroun. Les *boubi*, deuxième groupe ethnique statistiquement le plus important, autochtones de l'île de Bioko où se trouvent les puits pétroliers, ne représentent qu'un peu moins de 7 %. L'île d'Annobon, qui confère au pays son territoire maritime au delà de Sao Tomé abrite un autre groupe ethnique, les *annobonais* estimés à moins de 2 % de la population totale. Cette diversité ethnique de la population et sa répartition sur un territoire discontinu, est loin de favoriser une cohésion nationale.

Les Equato-guinéens sont majoritairement catholiques romains même si, comme partout en Afrique, la pratique est assez flexible, s'accommode d'écarts avec certaines traditions de l'église catholique comme le célibat des prêtres et tolère certaines traditions ancestrales animistes. Mais la religion est de moins en moins un facteur d'unité en raison de la progression des églises

⁶ Le gouvernement avance dans certains documents officiels le chiffre de 1,2 millions d'habitants. Le recoupement avec les autres sources de données (Nations Unies, Union Européenne, Banque Mondiale, Organisation Mondiale de la Santé, Zone franc) conduit à un chiffre compris entre 500 et 600 000.

protestantes qui augmente la fragmentation religieuse et, en conséquence, réduit le poids de la religion révélée comme référence identitaire⁷. Ce fractionnement de la population sur des territoires distincts s'ajoutant à la géographie des champs pétroliers crée des vellétés sécessionnistes, qui expliquent sans doute certains discours officiels ultranationalistes et quelquefois ouvertement xénophobes de l'élite locale.

Le statut de la femme dans les sociétés équato-guinéennes n'est pas des plus favorables. Les *fang*, ethnie patriarcale, pratiquent la polygamie, interdite ou plus exactement méconnue par la loi, mais autorisée par la coutume. Les *boubi*, de tradition matriarcale et, de ce fait, plutôt monogames, ont également adopté la polygamie, à la faveur de l'urbanisation et des rentes que procure, à un petit nombre, le secteur pétrolier. Ainsi le « dualisme juridique » joue-t-il doublement contre les droits de la femme. En effet, tout se passe comme si la coutume est ignorée lorsqu'elle reconnaît des droits aux femmes, mais préférée à la loi dès lors que celle-ci protège la femme. Les femmes ont un accès moindre aux ressources productives et sont sous représentées en politique. Les jeunes filles abandonnent plus souvent et plus tôt leur scolarité. La mortalité maternelle de 880 pour 100 000 naissances vivantes, dans un pays où les distances sont courtes, est un autre indice du statut de la femme⁸.

S'agissant des « institutions »⁹ considérées comme instrumentales pour le développement économique, la RGE ne se distingue pas des autres pays forestiers d'Afrique équatoriale. Les *fang*, pas plus

que les *boubi* ne semblent avoir une forte tradition du droit de propriété, sous la forme de la propriété privée individuelle. Si la coutume d'une propriété communautaire collective des terres villageoises existe bel et bien, celle-ci souffre de limitations importantes. La terre ou la forêt villageoise n'est ni vraiment aliénable par l'échange marchand ni rigoureusement reconnue et protégée par la loi moderne, car l'Etat en dispose sans dédommagement des communautés « propriétaires ». De même, rien ni personne ne semble avoir la vocation ou la fonction de modérer le comportement des gouvernants, car les « sages » du village s'accommodent finalement assez bien du « chef » dont la figure est ici celle du dictateur romain, qui fait (et défait) seul la loi et se situe clairement au-dessus d'elle. Il ne semble pas qu'il y ait jamais eu dans les clairières et villages un contre pouvoir pour atténuer les excès éventuels des élites postcoloniales. Par ailleurs, dans ces sociétés organisées autour du clan et de la famille élargie, les individus n'ont évidemment pas des chances égales de réussite économique ou sociale, les privilèges du clan du chef étant perçus comme naturellement légitimes. Il y a sans aucun doute une anthropologie économique plus fine du pays à écrire mais l'absence, dans les traditions locales, d'institutions de nature à stimuler une activité économique individuelle marchande ou même à encourager le travail productif et la réussite individuelle, comme chez les *bamiléké* du Cameroun voisin, apparaît clairement comme un des facteurs explicatifs possibles de la faible participation économique des Equato-guinéens.

Les indicateurs macroéconomiques du pays sur les vingt dernières années décrivent un quasi miracle, sans précédent en Afrique, et peut-être même dans les pays en développement. En effet, depuis la découverte de gigantesques réserves de pétrole en 1990, l'évolution de l'économie équato-guinéenne se confond avec celle des recettes pétrolières. Celles-ci sont passées de moins de 3 millions de dollars en 1993 à 190 millions en 2000 pour atteindre 3,3 milliards en 2006. Tiré par le pétrole, le PIB de la RGE a ainsi enregistré une croissance annuelle moyenne de 30% entre 1993 et 2004. Cette croissance du PIB, induite par l'augmentation de la production pétrolière, puis plus récemment par celle du gaz et la flambée du prix du baril, a entraîné une hausse vertigineuse du PIB par tête estimé en 2007 à plus de 44 000 \$ en parité de pouvoir d'achat¹⁰. De plus, cette augmentation de la création de richesse nationale s'est faite dans un cadre comptable idéal, dont rêveraient tous les pays africains, où tous les fondamentaux macroéconomiques sont excellents. Le pays a en effet, une balance des paiements et des finances publiques excédentaires, une dette extérieure symbolique et une inflation maîtrisée en raison de la politique monétaire commune aux pays de la Zone franc.

⁷ Toutefois, en raison d'un héritage franquiste dont l'Espagne elle-même s'est débarrassée, le cérémonial des événements officiels comporte toujours une messe et l'église catholique y officie systématiquement, ce qui lui confère, dans la préséance protocolaire, une place de quasi religion d'état. Quant aux réunions officielles, elles sont toutes ouvertes au nom du Président de la République, dont les titres, grades et qualités sont rappelés à l'assistance invitée au préalable à se mettre debout.

⁸ OMS. www.who.int/whosis/en. Le chiffre date de 2000 et est inférieur à la moyenne africaine qui était alors de 910.

⁹ Nous utilisons ici, la terminologie de l'école dite des institutions, qui situe les causes profondes de la croissance économique, dans les institutions que se donnent les sociétés. Une synthèse de cette approche est proposée par Daron Acemoglu. Si nous nous référons au rôle des institutions pour styliser certains faits rendant compte de la lenteur des changements structurels en RGE, notre propos n'est évidemment pas de choisir entre « l'hypothèse géographique », qui voudrait que les causes ultimes du non développement de certaines parties du monde résident d'abord dans un désavantage lié à leur écosystème et « l'hypothèse institutionnelle » qui affirme le primat des institutions. Nous nous contenterons de souligner ceux des éléments identifiés par l'école institutionnelle qui semblent jouer un rôle explicatif important dans le cas de la RGE, la géographie étant, nous semble-t-il, plutôt généreuse ici, comparée à celle du Sahel par exemple.

¹⁰ Voir www.cia.gov, op. cit.

Tableau 1 :
Opérations financières de l'Etat (en pourcentage du PIB)

	1999	2004	2005	2006	2007 (e)	2008 (p)	2009 (p)
Recettes totales (avec dons)*	18,8	31,3	37,5	47,6	45,7	44,8	43,9
Recettes fiscales	4,0	2,1	1,5	1,7	1,6	1,4	1,4
Recettes pétrolières	13,6	28,3	34,8	44,4	42,7	42,0	41,2
Dépenses totales (et prêt nets)	16,8	19,7	16,4	21,4	22,8	20,4	21,4
Dépenses courantes	10,0	5,0	4,5	4,4	4,5	4,1	4,3
Sans les intérêts	9,0	4,8	4,3	4,3	4,4	4,0	4,3
Salaires	2,08	1,2	1,0	0,9	0,9	0,7	0,8
Paievements d'intérêts	1,1	0,2	0,2	0,1	0,1	0,0	0,0
Dépenses en capital	6,8	14,7	11,9	17,0	18,3	16,4	17,1
Solde primaire	3,0	11,8	21,4	26,3	23,0	24,4	22,5
Solde global	2,0	11,6	21,2	26,2	24,3	24,3	22,5

Source : Données BEAC et BAD/ODE 2008 perspectives économiques en Afrique pour les estimations (e) et les prévisions (p).

Tableau 2 :
Indicateurs Macroéconomiques

	2003	2004	2005	2006
CROISSANCE (PIB en volume) en %	14,5	32,7	8,8	5,3
INFLATION (IPC en moyenne annuelle) en %	7,3	4,2	5,0	5,0
BALANCE DES PAIEMENTS	226,4	291,1	329,6	313,5
Exportations/Importations (taux de couverture en %)				
Solde Global (en milliards)	71,1	344,3	730,3	358,6
INDICATEURS D'ENDETTEMENT				
Dettes totales/Exportations en %	11,4	6,3	3,8	
Dettes totales/PIB en %	11,2	6,2	3,7	
Service payé de la Dette/Exportations en %	0,3	0,1	0,1	
Service payé sur recettes budgétaires en %	0,9	0,3	0,1	

Source : Données BEAC.

Les indicateurs sociaux de base du pays racontent, eux, une autre histoire, celle d'un pays moins avancé subsaharien, dont la population est majoritairement pauvre¹¹, et a une espérance de vie à la naissance de 46.5 ans. La mortalité des enfants de moins cinq ans, 206 pour 1 000 naissances vivantes, est la septième plus mauvaise performance en Afrique. Les différents indicateurs de malnutrition des enfants fournissent la mesure synthétique la plus fiable du bien-être des familles et de l'accès des communautés aux ressources nécessaires à la satisfaction des besoins essentiels. Si la prévalence du retard de croissance (rapport taille/âge) est de 7 %, celle de l'insuffisance pondérale (poids/âge) modéré et sévère atteint 19 % et près de 4 enfants sur 10 souffrent de maigreur (poids/taille). Une telle prévalence de la maigreur chez les enfants, peut avoir pour causes immédiates

une alimentation déficiente, un accès inadéquat aux soins de santé et à l'eau potable, une déperdition de nutriments pouvant résulter d'épisodes répétés de

maladie ou une insuffisance pondérale à la naissance¹². Mais l'insuffisance pondérale à la naissance peut provenir, à son tour, du fait que la mère elle-même est malnutrie ou émaciée. Ces privations n'ont malheureusement pas que des manifestations physiques. Elles peuvent affecter aussi le développement cognitif de l'enfant et ses capacités d'apprentissage avec comme conséquence des performances scolaires médiocres pouvant entraîner l'abandon scolaire. C'est sans doute l'une des explications du faible taux de rendement interne du système éducatif¹³, dont seulement 10 % des

¹² Comment ne pas faire le parallèle entre un tel niveau de malnutrition des enfants et les famines indiennes dont A. Sen, qui en écrit l'histoire, a pu faire remonter les causes à l'absence de presse libre et plus généralement au déficit de démocratie. Voir Sen A. *Poverty & Famines* op. cit.

¹³ Selon les dernières données officielles disponibles, celles de 2000-2002, les taux de scolarisation primaire étaient de 80.2% pour les filles et de 88.5 % pour les garçons (UNICEF 2004, *Informe de Progreso 2002-2004, Malabo*). Ces taux de scolarisation, plus élevés que la moyenne africaine, outre la disparité entre garçons et filles, cachent aussi une disparité rural-urbain (74 % en ville contre 50 % en milieu rural).

¹¹ *Perspectives économiques en Afrique. BAD/OCDE 2008.*

enfants atteignent la cinquième année sans redoubler. Violation grave et évidente du droit à l'alimentation dans l'immédiat, la malnutrition des enfants, compromet par certaines de ses conséquences, la formation du capital humain et donc la productivité des générations futures.

Un examen des performances de la RGE en termes d'Indice de Développement Humain rend compte du tableau de la situation. En effet, malgré une décennie de croissance continue à deux chiffres, la

RGE est classée, en 2007-2008, au 127^{ème} rang de l'Indice de Développement Humain en recul de sept places par rapport à 2006. Ce classement, qui fait de la RGE un pays à développement humain moyen, est dû exclusivement à l'augmentation du PIB par tête et non à une amélioration des indicateurs sociaux, qui reflèterait un meilleur accès aux soins de santé et une élévation du niveau d'éducation.

Tableau 3 :

Performance relative, développement humain

	POP 2005 (1)	PNB/T 2006 (2)	U5MR 2006	R(IDH)/IDH Value 2006 (4)	R(IDH) – R(PNB) 2006 (5)
GUINEE EQUATORIALE	0,5	8,250	206	120/6,653	-90
CAP VERT	0,5	2,130	34	106/0,722	-14
CAMEROUN	17,8	1,080	149	144/0,506	-13
SENEGAL	11,8	750	116	156/0,460	-8
AFRIQUE DU SUD	47,9	5,390	69	121/0,653	-66
MAROC	30,5	1,900	37	123/0,640	-15

Human development report 2007-2008

Rapport UNICEF 2008

Rapport UNICEF 2008

(4/5) Human development report 2006

L'écart entre le rang de la RGE dans le classement de l'Indice de Développement Humain et son rang dans le classement du PIB par tête est le plus élevé du monde. La RGE est ainsi le pays qui tire le moins profit des ressources à sa disposition pour le développement humain. C'est le signe d'un déficit immense de développement social, symptôme de politiques sociales inexistantes ou inefficaces. Sur ce plan, la comparaison avec quelques pays africains à revenu intermédiaire ou faible est édifiante. Le Cap Vert par exemple, pays sahélien sans ressources, tout en ayant un déficit de développement humain par rapport à son PIB, affiche une mortalité des enfants de moins de cinq ans six fois plus faible que la RGE pour un PNB par tête 4 fois moins élevé, ce qui traduit une performance 24 fois supérieure. Les écarts, sans être aussi importants, sont significatifs si l'on prend le Sénégal ou le Cameroun. L'analyse tendancielle des indicateurs de progrès social de la RGE est encore plus édifiante, puisque la mortalité des moins de cinq ans est en hausse par rapport à son niveau de 1990 (170 pour mille naissances vivantes) et l'incidence de la pauvreté en augmentation de plus de 16 points en cinq ans, passant de 60 % en 1999-2000 à 76,6 % en 2006.

Les droits humains : un double déficit

De telles observations appellent quelques remarques. Quatre éléments peuvent être convoqués

pour caractériser les performances, pour le moins médiocres, de l'état équato-guinéen dans la promotion du développement humain : une méconnaissance des droits humains comme finalité du développement ; la persistance d'un système politique obsolète ; une administration inefficace et un profil de croissance résolument défavorable aux pauvres.

Comme dans les autres pays africains, il y a un souci d'afficher une volonté de respecter les droits de l'homme. Ainsi, le gouvernement de la RGE compte un vice premier ministre chargé des droits de l'homme, une commission nationale des droits de l'homme¹⁴ et un centre des droits de l'homme. Par ailleurs, le pays a ratifié la plupart des conventions internationales et traités relatifs aux droits humains. Les apparences sont donc sauves, mais elles ne suffisent pas à donner quitus tant la réalité contredit, ici plus peut-être que partout ailleurs, l'image que souhaitent véhiculer ces apparences. Dans les faits, la situation est en effet rigoureusement indéfendable. Toutes les formes connues de violations des droits humains les plus élémentaires ont été relevées et documentées ces dernières années en RGE. Le pays est sur la liste américaine des pays se livrant au trafic des êtres

¹⁴ C'est un organisme qui se présente comme une ONG lorsqu'il s'agit de participer à des événements internationaux ou de collaborer avec les organisations internationales, mais compte essentiellement des parlementaires parmi ses membres et dont le budget est approuvé par le parlement. C'est donc plutôt un « GONGO », pour Government Owned NGO.

humains¹⁵. Une visite du groupe de travail sur les détentions arbitraires¹⁶ a relevé la présence de prisonniers politiques détenus sans jugement et a surtout stigmatisé les conditions de détention. Les travailleurs migrants sont l'objet d'exactions et de discriminations contraires à toutes les normes internationales¹⁷, allant jusqu'à l'assassinat par les forces de l'ordre¹⁸, assurées d'une totale impunité. Les enfants et les femmes sont victimes de violence, y compris de sacrifices humains, au nom de pratiques traditionnelles, sans qu'il n'y ait ni répression pénale ni surtout une véritable politique de prévention et de protection.

Il est courant d'opposer les droits civils et politiques aux droits dits économiques et sociaux, ceux qui consacrent le droit de tous aux soins de santé, à l'éducation etc., mais dont la réalisation, sujette à la disponibilité des ressources, est envisagée comme devant être progressive dans les pays en développement¹⁹.

Sur ce dernier plan, celui de l'accès aux services sociaux de base, la situation qui émerge d'un examen rapide des indicateurs de la RGE n'est pas des plus brillantes, surtout compte tenu des ressources du pays. En effet, dans ce pays qui produit près de 400 000 barils de brut par jour, soit près de 20 b/j par enfant de moins d'un an, seuls près de 33%²⁰ de ceux-ci sont complètement vaccinés, malgré un taux d'urbanisation de près de 50%, un territoire réduit et d'excellentes routes, ce qui exclut tout problème d'accès des services sanitaires aux enfants. Il faut savoir que les 33% d'enfants privilégiés qui sont vaccinés le sont, non pas de façon routinière, comme cela aurait dû l'être, mais à l'occasion de campagnes organisées et financées par l'UNICEF et l'OMS. La RGE n'accorde aucune priorité budgétaire à la vaccination de ses enfants et le droit de ces derniers

aux soins de santé préventive reste tributaire de l'aide d'organisations internationales. L'accès à l'eau potable est un autre privilège, réservé à 43% de la population, dans une des régions les plus arrosées du continent africain. Il s'ensuit une prévalence endémique de maladies hydriques et autres affections moyenâgeuses causées par un déficit d'hygiène, telle que la fièvre typhoïde. L'accès continu à l'électricité reste encore largement le privilège de ceux qui disposent de groupes électrogènes. Une grande partie de la population vit encore dans un habitat insalubre, même si des programmes immobiliers sont en chantier, notamment à Malabo.

Il n'y a pas ou très peu de filets de sécurité sociale pour protéger les groupes vulnérables. Le système de protection sociale se limite à couvrir les salariés du secteur moderne et exclut de ce fait la majorité de la population, celle qui en a le plus besoin, contribuant à accroître les inégalités. Il est vrai que certains soins de santé sont théoriquement gratuits, mais pratiquement inexistant, même si la RGE déclare consacrer à la santé 282 dollars par tête d'habitant en 2005²¹. Le secteur de la santé n'échappe ni aux détournements des deniers publics, ni aux gaspillages et à la corruption. Il est sans doute l'un des moins bien organisés de la région car, faute de dialogue politique avec les partenaires au développement de la santé, le pays est resté en marge des efforts de réforme et de rationalisation du secteur de la santé qui ont été mis en place dans les pays africains.

Il reste cependant que la réalisation des objectifs de santé est d'abord et avant tout tributaire des ressources financières. Si les autres pays de la région peuvent invoquer une contrainte budgétaire pour exclure toute généralisation de la protection sociale, la RGE, qui dispose de surplus budgétaires importants, n'a pas cette excuse.

Au total, en RGE, loin d'une situation d'état providence où les progrès en matière de bien-être de la population contrebalanceraient en quelque sorte le déficit abyssal de droits civils et politiques, les populations vivent un double déni de droits humains, celui des droits civils et politiques et celui des droits économiques et sociaux que leur pays a pourtant les moyens d'assurer.

¹⁵ www.cia.gov: *Ce n'est pas anodin, lorsque l'on connaît les efforts des compagnies pétrolières américaines pour améliorer, grâce à un lobbying puissant, l'image du partenaire national dans l'opinion publique américaine.*

¹⁶ Groupe de travail du Haut Commissariat des Nations Unies pour les droits de l'Homme sur les détentions arbitraires qui a visité le pays en juillet 2007.

¹⁷ L'ONUSIDA a critiqué l'instauration, en Novembre 2006, d'un test obligatoire du VIH/SIDA pour tous les étrangers visitant ou vivant en Guinée Equatoriale

¹⁸ Par exemple l'assassinat d'un travailleur malien en mai 2008, les chasses fréquentes aux Camerounais ou encore l'attaque d'un chantier par des militaires qui ont ouvert le feu et blessé deux ouvriers marocains en juillet 2008.

¹⁹ Voir sur ce point l'article 4 de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant adoptée en 1989.

²⁰ Voir UNICEF, la situation des enfants dans le monde, 2008. Tableaux statistiques annexes.

²¹ Ce chiffre, 7^{ème} meilleure performance en Afrique, représente une masse totale de 141 millions de dollars mais seulement 4,27 % des 3,3 milliards de recettes pétrolières de 2006.

La démocratie et l'état de droit : un système d'une autre époque

Si l'on s'en tient à la fiction juridique, la RGE est depuis 1992 une démocratie multipartite, avec une séparation des pouvoirs – l'exécutif, détenu par le président de la république élu au suffrage universel direct pour sept ans, le législatif exercé par un parlement à une chambre élu pour cinq ans et le judiciaire par une magistrature indépendante –. En fait, depuis son accession au pouvoir en 1979 par un coup d'état contre la dictature de son oncle Macias Nguema, le Président Theodore Obiang Guema Mbasogo a été et demeure l'unique figure de la politique guinéenne, appuyée pour la forme par son parti, le Parti Démocratique de Guinée Equatoriale (PDGE). Les élections n'ont rien à envier, ni dans leur processus ni dans leur résultats, à celles des dictatures africaines des années 1970. Ainsi le parlement de 100 membres issu des récentes élections de juin 2008, compte 99 députés du PDGE qui a recueilli 99.96% des suffrages, en progression par rapport à la législature précédente où « l'opposition » avait deux sièges au parlement et quatre portefeuilles ministériels.

Le gouvernement reste une affaire de famille. Il comporte deux frères et deux fils du président²², ainsi que sa belle sœur, plusieurs de ses neveux et une majorité de membres directement issus de son clan de Mongomo, son village natal.

C'est sans doute le modèle de pouvoir personnel décrit par Max Weber au début du vingtième siècle, qui rend le mieux compte de ce qu'est l'exercice du pouvoir en RGE et peut donc permettre d'en analyser les implications. En effet, les nominations aux emplois publics sont toutes et systématiquement fondées sur la loyauté (d'où la présence de la famille et du clan, du village et de l'ethnie) ; toutes les transactions sont considérées comme personnelles et les charges et responsabilités publiques sont conçues comme une source de biens privés, de prébendes pour reprendre la terminologie de Weber. Les pouvoirs publics ne se sentent pas tenus d'assurer la production de biens publics, y compris lorsque ceux-ci pourraient servir un fonctionnement efficace de leurs investissements privés.

Avec 68 membres et vingt départements ministériels, sans compter la présidence et le cabinet du premier ministre, le gouvernement de la RGE est sans doute l'un des plus étoffés du monde, puisque le pays compte un membre du gouvernement pour 7 200 habitants. Certains départements ministériels ont un encadrement

²² Dont le vice ministre des mines, gardien exclusif des contrats avec les compagnies pétrolières.

absolument surdimensionné, comme par exemple le Ministère de la Santé qui compte, outre le ministre, un vice ministre et trois secrétaires d'état. L'administration centrale de chaque ministère comporte, en plus du ministre et du vice ministre, un secrétaire général et un ou plusieurs directeurs généraux. Si cette hypertrophie du sommet des organigrammes des administrations a des avantages politiques évidents – elle permet une bonne représentation nominale des clans dans les fonctions élevées, facilite une plus grande présence féminine au niveau ministériel, etc. –, elle aboutit à transformer celles-ci en armée de généraux sans troupes, car certains directeurs généraux ne dirigent rien ni personne, faute de délégation et de personnel. Le système est en effet très centralisé²³, sous-équipé et surtout manque de personnel efficace. Les 8 000 fonctionnaires, mal ou pas formés du tout pour les emplois qu'ils occupent, faiblement motivés en raison, entre autres, de salaires très faibles²⁴, d'un système de recrutement et de promotion sans rapport avec les performances, ont une productivité faible, du fait notamment d'un absentéisme chronique. Il est facile, dans ces conditions, de comprendre pourquoi « faire des affaires » en RGE peut être difficile et surtout que la corruption y soit l'une des plus fortes du monde. Ainsi, en 2008, la RGE est classée au 165^{ème} rang du « Doing Business » de la Banque Mondiale, en recul par rapport à 2005 (157^{ème}). Il faut en effet 136 jours en moyenne pour créer une entreprise et 45 jours pour formaliser un contrat d'embauche, contre respectivement 20 et 23 jours au Cameroun voisin. La lenteur et la complexité des procédures administratives et l'absence d'un système d'informations fiable ont favorisé la généralisation et la banalisation de la corruption, classée par Transparency International comme l'une des plus élevées du monde, 168^{ème} sur 179.

Faute de disposer d'un appareil administratif capable de concevoir, d'élaborer et d'exécuter des politiques publiques, le gouvernement prend des décisions qui semblent toutes teintées d'arbitraire voire d'irrationalité. L'état apparaît donc comme un acteur imprévisible, ce qui rend l'environnement juridique des affaires imprédictible et tout calcul économique aléatoire. On est loin d'un contexte incitatif pour l'initiative privée. Ainsi, ce pays qui

²³ *Le président de la République, seul ordonnateur des dépenses publiques signe personnellement les chèques tirés sur les comptes de l'Etat.*

²⁴ *Il n'y a pas de données officielles récemment publiées sur les traitements des fonctionnaires. Selon les indications obtenues auprès du Ministère des Finances, le salaire moyen serait de l'ordre de 150.000 FCFA, pour une grille qui va de 80.000 FCFA, salaire le plus faible à 1.000.000 FCFA pour un secrétaire d'état. Le traitement d'un médecin serait de l'ordre de 250.000 FCFA.*

souffre d'un déficit évident de main-d'œuvre n'a aucune politique migratoire ce qui est, au minimum, incohérent avec l'appartenance du pays à des organisations régionales d'intégration économique comme la CEAC ou la CEMAC. La règle formelle est que seuls les ressortissants américains peuvent entrer sans visa dans le pays, sans réciprocité pour l'admission des Equato-guinéens aux Etats-Unis. Il en résulte que la régulation des flux de main-d'œuvre étrangère, intégralement clandestine, à l'exception de celle directement importée par les grandes compagnies multinationales, est laissée au bon vouloir des gardes frontières qui fixent les tarifs et encaissent pour leur compte les « droits » perçus. La deuxième

conférence économique nationale, organisée à Bata en novembre 2007, censée définir une vision et une stratégie visant à diversifier l'économie et à faire de la Guinée équatoriale un « Dubaï » africain à l'horizon 2025, fut un autre exemple d'inconsistance. Très vite, la forme de l'événement prit le pas sur toute réflexion stratégique et, au lieu de dégager des priorités susceptibles d'éclairer des politiques, la chose s'est terminée par une réunion à la gloire du Président, objet d'un véritable culte de la personnalité, qui adopta une « shopping list » de toutes les choses souhaitables pour le pays. Il n'y a eu à la sortie aucune priorité puisque tout a été déclaré prioritaire.

Tableau 4 :
Profil de pauvreté de la Guinée Equatoriale

INDICATEURS DE PAUVRETE EN GUINEE EQUATORIALE			
	Taux de pauvreté P0 en %	Déficit de revenu P1 en %	Sévérité de la pauvreté P2 en %
Malabo	70	35,8	22,9
Bata	62,6	25,3	14,4
Rural	79,9	49,8	36,9
Total	76,8	45,3	32,7

Source : *Republica de Guinea Equatorial*
Estudio del Perfil de Pobreza en Guinea
Guinea Ecuatorial – 2006

*P0, P1, P2 sont les indices FGT.

Une croissance non favorable aux pauvres

La pauvreté augmente en RGE alors même que l'économie connaît une croissance forte et soutenue et que l'état dispose de surplus budgétaires importants et récurrents. S'il est connu qu'en Afrique la pauvreté est moins élastique à la croissance qu'elle ne l'est en Asie, ce qui signifie qu'il faut ici davantage de croissance pour réduire la pauvreté, et même qu'en Afrique centrale « une augmentation des exportations de pétrole sur le total des exportations augmente les inégalités »²⁵, il n'en reste pas moins que la RGE est un cas extrême d'une croissance défavorable au plus grand nombre, car elle est à la fois appauvrissante et inégalitaire.

Les données disponibles à la fin des années 1990 indiquent que 67% de la population vivaient dans la

pauvreté extrême (moins d'un dollar par jour) entre 1994 et 2004. Cette proportion atteignait 70 % en milieu rural contre 60 % en ville. Comme on peut le voir dans le tableau ci-dessus, la pauvreté est non seulement massive mais le revenu moyen des pauvres est très faible, puisque le déficit de pauvreté représente plus de 45 % du seuil de pauvreté. Cette faiblesse du revenu moyen des pauvres les condamne à des privations dont le cumul explique sans doute la malnutrition des enfants et l'incidence des maladies hydriques. La distribution des personnes selon le quartile de revenu donne la mesure des inégalités. En effet, si tous ceux que leurs revenus situent dans le 4^{ème} quartile sont au dessus du seuil de pauvreté, on trouve encore plus de 16 % de pauvres dans le 3^{ème} quartile. Quant au profil même de la pauvreté, il est classique, dans un pays qui ne l'est pas. La pauvreté, affecte en effet plus les femmes que les hommes et est plus rurale qu'urbaine. Elle touche plus des trois quarts de la population dans un pays dont le revenu moyen dépasse les 20.000 \$US par

²⁵ *Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique. Bureau sous-régional Afrique centrale. Les économies de l'Afrique Centrale en 2007. Les liens entre croissance pauvreté et inégalités. Maisonneuve et Larose, Paris 2007. pp 256.*

habitant²⁶. Une telle situation résulte sans doute de la nature de la croissance mais aussi et, surtout, des politiques publiques mises en œuvre.

La croissance économique a comme source unique et exclusive le secteur des hydrocarbures. Il y a en effet, en plus du pétrole, une production de gaz de 46.000 pieds cube par jour, avec des réserves estimées à 1.3 milliards de barils, contre 1.1 milliards de baril pour le pétrole. La production de pétrole de 490.000 b/j provient de trois champs, tous offshore : ZAFIRO, de loin le plus important avec une production de 270.000 b/j, est exploité par EXXON MOBIL et DEVON LUISIANA. Vient ensuite, ALBA exploité par Marathon, qui produit 75.000 b/j. CEIBA exploité par Amerdola HESS et Tullan Oil qui livre 45.000b/j est le troisième champ actif. Le système est celui de partage de production dans lequel GEP qui représente les intérêts de la RGE reçoit 35 %.

Sur le plan macroéconomique, le secteur représente 85 % du PIB, 95 % des recettes fiscales et 100 % des exportations en 2007²⁷. Si l'importance du secteur dans l'économie nationale est indiscutable, son impact sur la distribution des revenus aux Guinéens est moins clair. En effet, le secteur pétrolier n'étant pas, par nature, intensif en main-d'œuvre, il n'y a pas de distribution massive de salaires qui aurait fourni des revenus et contribué à réduire la pauvreté. De plus, la main-d'œuvre technique employée dans le secteur est directement « importée » par les compagnies qui la logent et payent directement la plus grande partie des salaires dans le pays d'origine. Les nationaux qui travaillent dans le secteur, sur quota, bien rémunérés certes mais en nombre limité, occupent des postes de « relations publiques ». Les pétroliers louent également, à des loyers exorbitants, des immeubles qui appartiennent généralement aux hiérarques du régime. Par ces deux biais, il y a sans doute une distribution de revenus, à travers la masse salariale et les frais généraux des compagnies pétrolières, mais il est douteux que ce soit là des revenus qui contribuent à une réduction des inégalités.

Le secteur du bâtiment et des travaux publics, classé secteur prioritaire, est la véritable vitrine de la modernisation du pays, avec le développement de la capitale par la construction du quartier Malabo II. Cette extension de la ville qui est censée abriter les ministères, les autres services et entreprises publics est le plus grand chantier du pays pour un coût estimé à 750 millions d'euros. Un projet de 2330 logements sociaux a également été lancé en 2006

²⁶ Données du FMI pour l'année 2001. Ces données diffèrent sensiblement du chiffre indiqué plus haut, calculé par la CIA.

²⁷ FMI, mai 2008.

pour bénéficier aux populations défavorisées, mais capables de payer pour accéder à la propriété²⁸. Ces chantiers sont exécutés par des entreprises chinoises (China Dalian) qui importent tout, y compris la main-d'œuvre, et des sociétés marocaines (Get, Chaabi) et libanaises (Seguibat). Les retombées et donc l'impact sur les revenus restent limités en raison d'un faible recours à la main-d'œuvre locale pour le travail non qualifié.

L'infrastructure routière, naguère un point faible, est en expansion rapide et le réseau est en cours de modernisation. Il semble toutefois que le coût du kilomètre de route bitumée soit ici de plus 1,2 milliards FCFA, lorsqu'il coûte en moyenne 0,8 milliard dans le reste de la région. Et le réseau routier ne semble pas faciliter les échanges ville campagnes, faute de production échangeable.

En somme, la rente pétrolière ne suffit pas à créer, pour l'instant, une dynamique de diffusion des fruits de la croissance à l'ensemble de la population, ce qui aurait entraîné des transformations structurelles du tissu économique et social, qui à leur tour favoriseraient une modification des ressorts de la croissance et par conséquent, sa pérennité après l'épuisement des réserves de pétrole, prévue à l'horizon 2025. Il en est ainsi sans doute aussi à cause de la faible participation économique des Equato-guinéens.

Un essai d'explication : la synergie entre deux enclaves

La déficience de développement humain de la RGE est une véritable tragédie qui repose sur un double paradoxe : d'une part, le pays bénéficie d'une croissance économique forte et durable qui, loin de réduire la pauvreté, s'accommode de son augmentation et de son intensification et, d'autre part, l'état engrange des surplus budgétaires considérables mais n'a aucune politique d'amélioration de l'accès aux services sociaux de base qui restent quantitativement insuffisants et qualitativement médiocres. Comment expliquer que la croissance économique soit ainsi durablement contreproductive pour le développement social ?

Une trame explicative de cette croissance économique qui diverge radicalement du développement humain peut être dérivée de la synergie redoutablement efficace entre une

²⁸ Les premières séries de maisons livrées ont été vendues aux heureux accédants à la propriété à 30.000.000 FCA, ce qui représente 16 ans de salaire du fonctionnaire moyen (150.000 mensuels), et est tout simplement hors de portée pour les 70 % qui vivent en dessous du seuil de pauvreté.

« économie d'enclave »²⁹ et « l'enclave politique » que constitue le système en place.

Il convient, au préalable, de nuancer l'utilisation de deux notions, souvent associées à la RGE, mais dont la pertinence nous semble plus que discutable. La première est la « malédiction des ressources ». Si l'on regarde les conditions initiales, celles qui prévalaient avant le pétrole, il est difficile de soutenir que l'exploitation du pétrole ait été une malédiction. Le régime politique précédent était en effet une dictature encore plus féroce et d'une barbarie rare illustrée par l'élimination physique de prétendus opposants et de milliers de personnes, et qui a détruit méthodiquement les systèmes éducatif³⁰ et de santé hérité de la colonisation. C'est sous ce régime que la désintégration des plantations de cacao a commencé, les travailleurs immigrés qui y travaillaient, originaires du Nigeria notamment, ayant été déclarés indésirables et déportés en masse. La seconde caractérisation est celle du syndrome hollandais. En effet, si la montée en puissance du secteur pétrolier a coïncidé avec l'effondrement de la production de cacao, alors la principale exportation du pays, et une chute des revenus agricoles ayant entraîné un accroissement de la pauvreté rurale, il n'est pas aisé d'établir une relation nette entre les deux phénomènes. La chute de la production de cacao a commencé avant le boom pétrolier et il n'y a pas eu à proprement parler de désindustrialisation pour la simple raison qu'il n'y avait pas vraiment d'industries. De plus, le nombre aussi bien que les rémunérations des fonctionnaires étant resté très limités, les dépenses publiques n'ont pas alimenté une demande interne, à l'exception récente du secteur du bâtiment et travaux publics, dont on a vu qu'il importait jusqu'à sa main-d'œuvre. Les surplus budgétaires n'ont donc pas provoqué une demande supplémentaire excessive de biens non échangeables entraînant des distorsions dans les prix relatifs. Par ailleurs, le pays étant membre de la zone franc, l'inflation a été contenue par une politique monétaire plutôt conservatrice. Si donc il y a un syndrome, ce qui n'est pas exclu, il est équatorial et reste à être décrit plus rigoureusement.

²⁹ Bairoch définit quatre effets induits d'une industrie extractive, qui ne se manifestent pas ou pas assez dans les mines « enclavées » des pays en développement : infrastructures de transport (ex. : chemins de fer), équipement des exploitations minières (ex. : centrales électriques), masse salariale distribuée (main-d'œuvre locale) et réinvestissements des profits réalisés dans le secteur.

³⁰ La Guinée équatoriale (alors Fernando Po) aurait bénéficié, grâce aux écoles religieuses créées par l'église catholique, de la scolarisation primaire universelle sous le régime colonial.

Le fonctionnement de cette économie dont la croissance est appauvrissante et de l'état dont les dépenses publiques sont régressives peut s'expliquer par l'interaction entre deux « systèmes » qui se renforcent mutuellement : il y a tout d'abord l'origine même de la croissance, qui prend source dans un secteur particulier, les hydrocarbures, et sans doute aussi à une époque particulière de raréfaction des réserves mondiales³¹, ce qui rend possible mais non inévitable une augmentation du PIB sans incidence sur le sort du plus grand nombre. La RGE est bien une économie d'enclave. Il faut ensuite identifier les raisons pour lesquelles le pays n'a pas pu faire fructifier sa formidable croissance au point que celle-ci affecte négativement le développement social. Deux facteurs sont ici décisifs : le déni des droits humains et la gouvernance archaïque de l'état. La RGE est effectivement une « enclave politique », tant le régime au pouvoir est resté en marge des évolutions démocratiques récentes en Afrique et dans le monde. Il faudrait bien sûr aller plus loin et remonter aux causes structurelles des choses où il apparaîtra très vite que le pays manque cruellement d'institutions favorisant l'initiative économique et la participation politique.

La notion « d'économie d'enclave »³², rend très bien compte de la situation équato-guinéenne. Une économie ou une production d'enclave est basée sur l'exportation d'un produit (ici le pétrole), dont la production est géographiquement concentrée et circonscrite (ici les sites pétroliers au large de l'île de Bioko), qui dépend de capitaux et/ou de terres qui ne peuvent pas être facilement affectés à une autre production (les investissements pétroliers ne seraient sans doute profitables dans aucun autre secteur de l'économie guinéenne et il n'y a pas qui aurait la capacité de les absorber ; quant à l'exploitation économique de la mer, la pêche n'a jamais été un concurrent sérieux du pétrole). L'économie d'enclave est rentière (ici il s'agit quasiment d'une aubaine) et ne dépend pas d'une productivité élevée dans la population. Il s'agit donc d'un modèle de croissance sans développement où un secteur reste indifférent au reste de l'économie nationale et surtout au sort des

³¹ La période confère une importance stratégique au pays, ce qui réduit les pressions extérieures sur le gouvernement visant à promouvoir les droits de l'homme. Un « fond social », doté initialement d'un budget de 60 millions de dollars géré par l'USAID, a même été créé en 2007 pour répondre à la critique d'indifférence à la misère des populations adressée par des membres du Congrès américain à Exxon Mobil. Le fond, dont la mise en œuvre a été sous-traitée à des ONG américaines, n'a financé aucun projet douze mois plus tard et semble avoir fait long feu.

³² Pour une application récente au non développement en Afrique, voir : Leonard D.K. & Straus S.

populations. Cette forme de croissance, lorsqu'elle se produit, est neutre en termes de distribution des revenus et peut même être régressive et donc accroître les inégalités, ce qui semble bien être le cas ici. Enfin, cette forme d'économie peut prospérer y compris lorsque l'état est faible ou inexistant (ce qui est le cas ici) et surtout sert souvent de véritables fondations sur lesquelles reposent les régimes de pouvoir personnel (ce qui est le cas du régime de la RGE). Le secteur moteur de la croissance n'a pas besoin que le reste de l'économie soit performante pour produire, car elle importe tous ses inputs ou presque, ni pour écouler sa production qui est intégralement exportée. Une telle croissance ne transforme pas ou peu le pays et peut s'accommoder durablement de la pauvreté et de l'absence ou de l'inefficacité des pouvoirs publics.

A cette économie d'enclave répond un système politique d'un autre temps, fait d'un mélange apparent de franquisme (symbolisé par la figure du Président) et de stalinisme (le quadrillage des villes et villages par les sections du parti unique), le tout basé sur un contrôle ethnique du pouvoir. Le pays, resté à l'abri de toute ingérence humanitaire et des conditionnalités démocratiques en raison de ses ressources financières, ignore totalement l'impératif des droits humains au point d'être une véritable enclave politique dans la région. Quant à l'état, il ne dispose ni des hommes ni des outils nécessaires à une administration moderne d'un pays, aussi petit soit-il. Il n'y a pas de politiques publiques lisibles ni une gouvernance organisée digne de ce nom. La séparation des pouvoirs est une fiction, tous les pouvoirs étant en réalité concentrés à la présidence. Les budgets votés par le parlement ne sont pas exécutés et les dépenses effectives ne passent jamais devant les députés. Les structures administratives et les mécanismes de décision sont purement nominaux et ont pour vocation de sauver les apparences plus qu'à remplir des fonctions répondant à des nécessités de gestion publique. Il n'y a en RGE ni indépendance ni même pluralisme des médias³³ et ce qui tient lieu de mouvement associatif est créé et contrôlé par le parti au pouvoir, de sorte qu'aucune forme d'expression de l'opinion publique n'existe.

Le pouvoir politique repose en réalité sur un capital social très dense, capital social vertical dont le fonctionnement rappelle celui des gangs. L'élite assume la primauté de ses intérêts par rapport à l'intérêt général. Il n'y a pas vraiment un sens de

³³ Le pays ne compte qu'un hebdomadaire, EBANO, propriété de l'Etat, un mensuel, « la Gazetta », plus proche d'un magazine de propagande que d'un journal d'opinion et deux stations de radio, la première étant la radio nationale relevant du gouvernement, la seconde, « Assonga », appartenant au fils du président.

l'intérêt public ou du service public qui serait différent ou qui dépasserait les intérêts privés des décideurs. Ceux-ci ne reconnaissent, dans les faits, aucune norme applicable à tous ni aucun droit qui leur soit opposable et cela y compris dans le domaine des affaires. La notion de conflit d'intérêt par exemple, qui voudrait qu'un responsable politique s'abstienne de prendre des décisions qui interfèrent directement ou par leurs conséquences avec son patrimoine personnel, n'a aucune signification ici³⁴. Il n'est pas étonnant qu'un tel système légitime corruption et inefficacité.

L'économie politique de la rente qui en résulte, est très simple. Les compagnies pétrolières rentabilisent sans aucun doute leurs investissements et gèrent au mieux leur image avec des « social responsibility fund »³⁵ par quelques actions humanitaires. La nomenclature locale reçoit sa part du « national cake » de trois façons : des emplois quasi fictifs sur le quota obligatoire de Guinéens, la fourniture des quelques services locaux indispensables, notamment la location d'immeubles de bureaux et d'habitation³⁶ et, bien sûr l'accès direct aux versements non budgétisés des royalties³⁷. Sur le plan géostratégique, les pays consommateurs de pétrole, les Etats-Unis en tête,

³⁴ La suspension par l'Unesco, en Octobre 2010, d'un prix scientifique créé en 2008 grâce à une donation du Président Obiang Nguema, mais jamais décerné en écho aux manifestations des organisations de défense des droits de l'homme (www.rfi.fr du 21/10/2010) et, plus récemment, l'arrêt de la cour de cassation française, jugeant recevable une plainte pour "recel de détournement de biens publics" visant trois chefs d'état africains, dont le président Obiang Nguema déposée par Transparency International (Le Monde du 9/11/2010), sont autant d'indices qu'il y a désormais des pressions internationales ouvertes contre le statu quo dans la gestion des biens publics en RGE.

³⁵ Augustin Velloso journaliste espagnol qui a enquêté sur la coopération entre l'Espagne et la Guinée équatoriale (Spain and Equatorial Guinea : development as fraud ; www.zmag.org September, 20, 2007) décrit, le cynisme et le mépris des expatriés de Marathon Oil, en publiant les échanges internes qui conduisent à l'allocation du social responsibility fund à l'éducation.

³⁶ Dont les loyers, évidemment surfacturés, sont aussi élevés que sur les champs élysées à Paris ou la Vème avenue à New York. Des appartements d'une chambre à coucher à plus de 5.000\$US ou des bureaux à 25.000 \$US mensuels pour des effectifs de vingt salariés ou moins sont la norme, pour les expatriés à Malabo.

³⁷ La RGE vient d'adhérer, après plusieurs années d'hésitation, à l'Initiative de Transparence dans les Industries Extractives, lancée par Tony Blair, alors premier ministre britannique. Il faut espérer que l'exercice sera fécond et améliorera un peu l'information sur les recettes pétrolières du pays car, selon Transparency International, Exxon Mobil, principal partenaire de la RGE, est également l'une des compagnies pétrolières les plus discrètes sur les paiements faits aux Etats.

ont une source d'approvisionnement stable et, pour l'instant au moins, très sécurisée par rapport au Delta du Niger au Nigeria. Les pays de la BEAC, bénéficient des devises équato-guinéennes et de l'avantage politique considérable que le pays qui dispose seul de plus de la moitié du total des réserves est précisément celui qui n'a aucune capacité politique ou technique d'avoir une ambition hégémonique.

Conclusion

Il est clair que le profil de la croissance guinéenne n'est pas, par nature, susceptible d'entraîner une réduction significative de la pauvreté. Des politiques résolues et vigoureuses sont nécessaires pour que la prospérité pétrolière se diffuse aussi aux pauvres. Cela suppose non seulement un choix politique ferme mais surtout des politiques publiques effectives et efficaces. Le problème c'est que l'on ne voit pas clairement d'où pourrait venir le premier, ni qui mettraient en œuvre les secondes, tant le statu quo est commode pour les bénéficiaires du système. La RGE manque en effet cruellement d'institutions, dont on sait qu'elles sont essentielles

pour tempérer la propension de l'élite à gouverner à son seul profit, mais également pour créer les incitations indispensables à une participation économique des citoyens. Le développement humain nécessitera ici une véritable mutation institutionnelle. Il faut d'abord « désenclaver » politiquement le pays pour y faire entrer la dose suffisante de démocratie, ce qui requiert la reconnaissance, par les gouvernants des droits civils et politiques des citoyens. La démocratie, cette « meta-institution » (Voir D. Rodrik & A. Subramanian), permettra alors aux guinéens de choisir eux mêmes leurs institutions pour garantir la propriété privée, introduire les contre poids nécessaires aux abus des dirigeants, fixer des règles qui assurent une égalité des chances pour tous. Il peuvent alors se doter des droits instrumentaux nécessaires, comme par exemple un droit des affaires applicable à tous, et imposer une gouvernance lisible, une réduction de la corruption et davantage d'équité dans l'incidence des dépenses publiques. C'est à cela et à cela seul que devrait servir la coopération au développement, sous peine d'être inutile.

Références Bibliographiques

- Acemoglu D. (2003)**, « Root Causes : A historical approach in assessing the role of institutions in economic development », *Finance & Development*, Vol 40, N°2, June, pp 27-30.
- Bairoch, P. (1967)**, *Diagnostic de l'évolution économique du tiers monde*, Gauthiers, Paris
- Holmes R. et Villar E. (2008)**, « Social protection in West and Central Africa ; Case study of Equatorial Guinea » 2nd Draft, ODI (www.odi.org.uk).
- Klitgaard R.E. (1990)**, *Tropical gangsters. On man's experience with development and decadence in deep Africa*. Basic Books.
- Leonard D.K. et Straus S. (2003)**, *Africa's stalled development. International causes I cures*. Lynne Rienner Publishers, Inc.
- McSherry B. (2006)**, « The Political Economy of Oil in Equatorial Guinea ». *African Studies Quarterly* <http://www.africa.ufl.edu/asq/v8/v8i3a2.htm>, Spring.
- Rodrik D. et Subramanian A. (2003)**, « The primacy of institutions »; *Finance & development*, Vol 40, N°2.
- Sachs J.D. (2003)**, « Institutions matters, but not for everything ». *Finance & Development*, Vol 40, N°2.
- Sen A. (1982)**, *Poverty and Famines : An Essay on Entitlements and Deprivation*, Oxford, Clarendon Press.
- Sen A. (1999)**, *Development as freedom*, Oxford University Press.
- UNFPA-République de Guinée Equatoriale (2004)**, Plan de Accion Multisectoriel de la promocion de la mujer y equidad de genero (2005-2015). Ministère de la Promotion de la femme. Malabo.
- Weber M. (1971)**, *Economie et Société*, Plon.